

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT**

**M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, les Grands Lacs sont menacés par la propagation de la dreissenas polymorphe. Ce polluant biologique a été amené dans les Grands Lacs dans l'eau des ballasts des navires venant de l'étranger. Paul Hébert, directeur du Great Lakes Institute, à l'Université de Windsor, a déclaré que la densité, il y a deux ans, était d'un seul animal par mètre carré, alors qu'on en compte maintenant 10 000. Ces mollusques sont un fléau pour les Grands Lacs. Les scientifiques et les ingénieurs pensent qu'il faudra dépenser des centaines de millions de dollars pour résoudre ce problème.

Je suis heureux que le ministre de l'Environnement soit avec nous aujourd'hui parce qu'il s'agit manifestement d'un problème auquel il faut s'attaquer de concert avec nos amis américains. Je supplie le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre de l'Environnement, de s'attaquer au problème des mollusques de mer afin de sauvegarder les Grands Lacs.

\* \* \*

**LES IMPORTATIONS DE BOEUF**

**M. Bob Porter (Medicine Hat):** Monsieur le Président, depuis quelques années, le gouvernement du Nicaragua exporte des quantités croissantes de boeuf au Canada. À la suite de l'embargo que les États-Unis ont imposé, en 1985, sur les produits en provenance du Nicaragua, les importations de boeuf nicaraguayen au Canada sont passées de 3 millions de livres en 1986 à 22 millions l'année dernière. Les chiffres jusqu'à maintenant, cette année, sont de 32 millions de livres et ils devraient atteindre 40 millions d'ici à la fin de l'année. À l'heure actuelle, le Nicaragua écoule sur le marché canadien 92 p. 100 de toutes ses exportations de boeuf. Il a choisi le Canada comme son seul marché d'exportation de boeuf. Ce boeuf, moins cher, mais de moindre qualité, entraînera pour les éleveurs canadiens des pertes de revenus variant entre 40 et 50 millions de dollars. De toute évidence, le gouvernement du Nicaragua ne souhaite pas collaborer à un programme de restriction volontaire des exportations de boeuf vers le Canada.

D'autres signataires du GATT empêchent que ce produit ne pénètre sur leur marché et ainsi une bonne partie des excédents mondiaux de boeuf sont écoulés à bas prix au Canada. Nous sommes les victimes de notre propre Loi sur l'importation de la viande. L'industrie canadienne veut bien d'une concurrence loyale, mais des importations de cette importance sont non seulement injustes, mais également nuisibles à une industrie canadienne

viaible, en plus de menacer nos relations commerciales avec d'autres pays. Selon moi, il est plus que temps d'envisager sérieusement de prendre des mesures, avant que l'un des secteurs les plus viables de l'agriculture canadienne ne subisse d'autres torts.

\* \* \*

**LE SALVADOR**

**Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe):** Monsieur le Président, l'assassinat barbare du révérend Ellacuria, recteur de l'Université de l'Amérique Centrale au Salvador, et de cinq autres jésuites mardi dernier est un horrible témoignage de la politique que pratique le gouvernement salvadorien pour mettre fin à dix ans de guerre civile. J'ai rencontré le révérend Ellacuria en mars dernier lorsque je me suis rendue dans ce pays. C'était un homme de Dieu et un homme de paix qui faisait fonction de médiateur entre le gouvernement et le FMLN. Je pleure sa disparition avec tous ceux qui espéraient, comme moi, qu'une solution politique mettrait bientôt un terme à cette guerre.

Sachons bien que ces exécutions n'étaient pas de simples meurtres. Elles étaient un message. En effet, les corps ont été mutilés de façon à bien démontrer tout le mépris que les solutions modérées inspirent aux militaires, les véritables détenteurs du pouvoir. L'offensive déclenchée contre cette université porte un rude coup aux perspectives de paix au Salvador. La mort de ces chefs de file au sein de leur communauté rendra difficile l'acceptation d'une position modérée ou d'une solution de compromis. Il n'y aura pas de paix au Salvador tant que les États-Unis approuveront les atrocités commises par le gouvernement de ce pays en lui fournissant une assistance militaire de plus d'un million de dollars par jour.

Je demande au gouvernement du Canada de condamner les activités des escadrons de la mort au Conseil de sécurité des Nations Unies.

**QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LA JUSTICE**

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le 27 avril dernier à la Chambre, le premier ministre a dit ce qui suit à propos de la possibilité que des gens aient pu profiter de la fuite du Budget: